Rassemblement National

FÉDÉRATION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES | 64

6 NOVEMBRE 2026

LYCÉE FÉBUS D'ORTHEZ : LES BLOQUEURS AUX COMMANDES, LA RÉGION AUX ABONNÉS ABSENTS !

COMMUNIQUÉ DE NICOLAS CRESSON

CONSEILLER MUNICIPAL & COMMUNAUTAIRE D'ORTHEZ
DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL ADJOINT
RÉFÉRENT DE LA 3° CIRCONSCRIPTION

Au lycée Gaston-Fébus d'Orthez, on ne bloque plus l'entrée : **on bloque désormais, de l'intérieur, les portes des salles de classe.** Combien sont-ils ? Selon Sud-Éducation, qui soutient le mouvement, **80 élèves actifs sur 618, soit à peine 13 %. Autrement dit, 87 % des lycéens ne bloquent pas. Une poignée d'élèves décide donc, pour tous les autres, qui a le droit d'aller en cours.** Le ministre de l'Éducation l'a pourtant rappelé cette semaine : **bloquer un lycée, c'est illégal.**

Sud-Éducation n'en a cure : il cite ce même ministre pour contester toute sanction ! Et le comble, **le syndicat réclame maintenant un bac 2027 « adapté » aux heures de cours perdues. Perdues à cause du blocage qu'il soutient !** Le sondage du conseil de la vie lycéenne le confirme. Environ 390 élèves y ont répondu : **moins d'un sur cinq se dit bloqueur, et un sur quatre a peur pour son bac. Il y a donc plus d'élèves inquiets pour leur examen que d'élèves qui bloquent !** Même en additionnant bloqueurs et soutiens, **on arrive à peine à un lycéen sur trois.** De toute façon, **le droit d'étudier ne se met pas aux voix.** S'il n'y avait qu'un seul élève qui voulait travailler, il aurait le droit d'entrer dans sa classe.

Au-delà de leur lycée, les bloqueurs demandent l'application des « 10 mesures » des syndicats étudiants, dont l'Unef. Au programme : **des APL pour les étudiants étrangers, la fin des frais d'inscription majorés pour les étudiants hors Union européenne, des poursuites contre les forces de l'ordre.** Quel rapport avec le lycée Fébus ? Aucun. Avec l'extrême gauche, en revanche, le lien saute aux yeux. **Le coût de ces mesures ? 10 milliards d'euros. Qui les réclame à l'Assemblée nationale ? La France insoumise.** Et à Orthez, le 6 octobre, **les drapeaux de La France insoumise et du Parti communiste flottaient au milieu des lycéens, devant la mairie. L'extrême gauche ne répare pas les fontaines : elle récupère les colères.** Les jeunes d'Orthez méritent mieux que de servir de vitrine à des combats qui ne sont pas les leurs.

Car leurs demandes, elles, sont légitimes : **des fontaines à eau qui fonctionnent, des repas plus complets, des classes mieux isolées, des volets dans la nouvelle salle de devoirs, un abri pour attendre le car.** Je l'ai dit au conseil municipal du 14 octobre, je le redis aujourd'hui. Mais à qui les adresser ? Ni au proviseur, ni aux élèves : **à la Région, propriétaire du lycée.** Et c'est là que l'hypocrisie éclate. **Le Parti communiste, dont les drapeaux flottaient devant la mairie, siège dans la majorité d'Alain Rousset, celle-là même qui a la charge de Fébus. Les communistes défilent donc contre l'état d'un lycée… qu'ils cogèrent !**

De l'argent, cette majorité socialo-communiste en trouve pourtant toujours pour ses lubies. Lors de la seule commission permanente du 28 septembre, elle a voté **95 797 euros pour salarier un agent au Vietnam, et 101 849 euros pour un volontaire chargé d'études d'assainissement à Madagascar. Près de 200 000 euros à l'autre bout du monde, pendant que les lycéens d'Orthez attendent des fontaines et un abribus.**

J'exige du rectorat qu'il garantisse à chaque élève l'accès à sa salle de classe, sans bac au rabais. Et **je saisis le président de la Région pour qu'il présente enfin un calendrier de travaux précis pour Fébus.** Je publierai sa réponse… ou son silence.

Les lycéens d'Orthez n'ont besoin ni de bloqueurs ni de leçons : ils ont besoin d'un lycée digne et de cours qui ont lieu.